

consentant certains de nos prêts à des conditions un peu plus difficiles aux pays qui sont capables d'assumer le fardeau du remboursement de la dette.

Nous avons été appelés à alléger les effets de certains sinistres naturels et de certaines crises politiques: dans le sous-continent indien, où se poursuivent nos efforts de secours et de reconstruction; au Nicaragua, où le Canada aide à reconstruire la ville dévastée de Managua; en Zambie, où le Canada a répondu aux besoins zambiens à la veille de la fermeture de la frontière rhodésienne en consentant un prêt de huit millions de dollars à la Zambie, à la Tanzanie et à la Communauté de l'Afrique orientale afin de les aider à trouver d'autres routes pour les importations et les exportations zambiennes et en accélérant l'expédition de quarante wagons-citernes et d'équipement de manutention de fret fournis dans le cadre du programme ordinaire de l'ACDI.

En 1972-1973, nous avons continué à acheminer environ 25 pour cent de nos déboursés par les filières multilatérales, comme le recommandait l'étude sur la politique étrangère. Notre récente adhésion à la Banque interaméricaine de développement constitue un exemple de l'appui de plus en plus important que nous accordons aux institutions multilatérales. Nous avons également maintenu l'appui que nous accordions à d'autres institutions et organismes régionaux; la liste qui figure aux pages 72 et 73 des *Prévisions budgétaires* illustre la diversité des organisations auxquelles nous participons.

L'appui que nous accordons aux organisations non gouvernementales s'accroît, car nous estimons que l'utilité des fonds fournis par le Gouvernement canadien est garantie par la qualité du personnel et l'enthousiasme de ces organisations. L'une d'entre elles, le SUCO, s'est acquis une réputation bien méritée à l'étranger en prêtant les services de bénévoles compétents et dévoués. De retour au Canada, ces bénévoles peuvent parler d'expérience des problèmes du développement.

L'événement le plus important qui ait attiré l'attention de la communauté internationale sur les questions du développement est sans doute la Troisième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui s'est tenue à Santiago le printemps dernier. Les besoins en matière de développement sont considérables, et les espoirs que font naître les progrès qui peuvent être réalisés à de telles conférences sont probablement exagérés. C'est pourquoi on a pu constater une réaction de désappointement au Canada et à l'étranger devant les résultats de la CNUCED III. Nous estimons, toutefois, que la CNUCED III a révélé une maturité nouvelle dans l'approche internationale des problèmes du développement et une constatation du fait qu'il n'existe pas de solutions faciles dans la plupart des cas. L'un des résultats les plus importants de la Conférence a été l'accord réalisé sur la nécessité de renforcer la voix des pays en voie de développement dans les entretiens sur la libéralisation du commerce et la réforme monétaire, puisqu'on a convenu que ces réalités font intégralement partie du processus du développement. Il faut également mentionner le plan d'action établi pour les pays moins avancés et en voie de développement. Depuis la Conférence, on a pu constater dans la communauté internationale certains indices selon lesquels ces résultats pourraient exercer une influence réelle et à long terme sur les pays en voie de développement. Le Canada tente, non seulement à l'occasion de ses programmes d'aide au développement, mais aussi lors des initiatives qu'il prend dans les sphères commerciale